



REVUE LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

p-ISSN: 2756-7532

e-ISSN: 2756-7524

Numéro spécial 1, janvier 2024

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

Revue LES TISONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

REVUE LES TISONS

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

Revue LES TISONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524



REVUE LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par
ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

Revue en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

Éditions LES TISONS

Arrond. 5, Sect. 22, Av. Toguiyeni

Revue LES TISSONS, Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la
Société (RISHS) – Numéro spécial 1, janvier 2024
p-ISSN : 2756-7532 ; e-ISSN : 2756-7524

p-ISSN: 2756-7532; e-ISSN: 2756-7524
<http://esjindex.org/search.php?id=6845>
<http://www.revuelestisons.bf>
lestisons@revuelestisons.bf
S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso
(+226) 66006650/70104853

PRÉSENTATION ET POLITIQUE ÉDITORIALE

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrique des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en

anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : **Anthropologie, Communication, Droit, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Lettres modernes, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences de l'environnement, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.**

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

MODE DE SOUMISSION ET DE PAIEMENT

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : lestisons@revuelestisons.bf.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

CONSIDÉRATION ÉTHIQUE

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

NORMES ÉDITORIALES

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du

groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont fait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas

où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{de} éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (250 mots maximales, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais. La taille de l'article varie entre 15 et 25 pages maximales.

DIRECTION DE PUBLICATION

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste,
Université Nazi Boni (Burkina Faso)

RESPONSABLE DES FINANCES

Mme Fati IDOGO, Agent des Services administratifs et financiers,
UFR/SH, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

SECRETARIAT DE RÉDACTION

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe,
Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université
Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Beli Alexis NÉBIÉ,
Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina
Faso); Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-
ZERBO (Burkina Faso); Dr Édith DAH, MA, Philosophe,
Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Mathieu Beli
DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso); Dr
Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-
ZERBO (Burkina Faso); Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste,
Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); M. Jean Baptiste
PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO
(Burkina Faso); M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en
Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M.
Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université
Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); M. Saïdou BARRY, Doctorant
en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

COMITÉ DE LECTURE

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas
SANKARA (Burkina Faso); Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA,
Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr M.
Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des
Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Awa OUOBA, MC,

Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Damien DAMIBA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso); Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso); Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Gauthier YÉ, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado KABORÉ, CR, Historien, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Hamado Joël OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Isidore YANOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Jérémi ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas

SANKARA (Burkina Faso); Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso); Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso); Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso); Dr R. Ulysse Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Rasmata BAKYONO/NABALOU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso); Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso); Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-

ZERBO (Burkina Faso); Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

COMITÉ SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso); Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso); Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso); Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo); Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso); Pr Emmanuel

Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun); Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin); Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique); Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun); Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique); Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada); Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France); Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada); Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique); Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo); Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso); Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Pr Sébastien YUGBARÉ, PT, Psychologue,

Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso); Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali); Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire); Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo); Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun); Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire); Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger); Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali); Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire); Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France); Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire); Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal); Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali); Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire); Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal); Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique); Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France); Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ; Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

Table des matières

Un regard sociologique de l'insécurité urbaine au Mali depuis 2020 : les cas Bamako et Ségou ... Amadou TRAORÉ.....	15
Le retard académique à l'université de Dédougou : analyse des déterminants et des stratégies de résorption ... Koug-Nongom BONKOUNGOU, Zouanso SOULAMA/COULIBALY, Marcel ZERBO	47
Baruch Spinoza, éthicien de la réconciliation ... Siaka KONÉ.....	75
L'esclave féminin dans la société Baoulé précoloniale : de la servitude au statut d'épouse ... Kouassi Serge KOFFI.....	95
Genre et foncier urbain : l'accès des femmes à la propriété foncière et à l'investissement immobilier dans la ville de Ouagadougou ... Kis-Wend-Sida Romaine KONSEIGA, Yisso Fidèle BACYÉ	109
Paulin Hountondji, universaliste par conviction, relativiste par compréhension ... AGBO Béatrice Afiavi, BOSSOUSSI AGBANNINHIN Sètondji Paterné.....	135
Vulnérabilité climatique et résilience des éleveurs agro-pastoraux de la zone sylvopastorale : cas de Bisnabé Gandé, région de Louga, Sénégal ... Geneviève DIONE, Aliou BALDÉ, Coly MBALLO	159
Orientation, formation et emploi des adolescent(e)s scolarisé(e)s dans l'enseignement secondaire au Bénin : les déterminants liés au sexe ... Magloire Fortuné Landry AITCHEDJI.....	179
L'enseignement/apprentissage de la discipline Français par la radio au Burkina Faso : pratiques actuelles et perspectives ... Arnaud OUÉDRAOGO.....	207
Utilisation des pesticides dans la cacaoculture et risques sanitaires associés chez les producteurs du canton Zebouo Nord à Daloa ...	

Abel Affouda ADJET, François Yao KOUAKOU, Albert Kouakou YAO	227
Le discours révolutionnaire et religieux dans Les Misérables de Victor Hugo : configurations éthotiques et pragmatiques ... Jacques BARRO	253
Migrations, peuplement et subsistance identitaire en Guinée du XI ^{ème} au XX ^{ème} siècles ... Mamady BAMBA, Fodé Bangaly KEITA, Abdoulaye FOFANA	283
Intérêts socio-économiques du Tamarinier noir (<i>dialium guineense willd</i>) dans les terroirs villageois de Kartiack et de Dianki (region de Ziguinchor) ... Babacar FAYE, Virginie Ndébane MADIOUNE, Ngoné Wagane FAYE	307
La résurgence du mot d'ordre « Produire et consommer burkinabè » au Burkina Faso : souvenir révolutionnaire, réactualisation et réappropriation politiques ... Kakiswendépoulmdé Marcel Marie Anselme LALSAGA.....	344
Les limites des cours de soutien extrascolaire dans la dynamique des apprentissages scolaires des disciplines scientifiques au Burkina Faso ... Wendyam ILBOUDO, Innocent KIEMDÉ, Jean-Marie OUÉDRAOGO.....	382
Motivation pour l'apprentissage de l'anglais et réussite scolaire : cas des élèves en génie civil du lycée de la jeunesse de Ouagadougou ... Fernand OUEDRAOGO, Sékou Oumar Tidiane TRAORE	405
Effets de la pratique des Activités Physiques et Sportives (APS) sur le développement des habiletés cognitives des élèves de la ville de Ouagadougou ... Boulagnin Pierre N'DO, Brigitte NANA, Koffi Pierrot KOFFI,	445
La morphologie verbale en koromfe, variante d'Arbinda ... Inoussa GUIRE	461

Les nouveaux parlars urbains : approche sociolinguistique ... Palé Sié Innocent Romain YOUL	497
Éducation environnementale : implémentation du tri des déchets plastiques en classe de première au Burkina Faso ... Issa ZONGO, Moussa BOUGOUMA, Cécile MOUCHERON.....	517
De la crise de la gouvernance forestière à une dynamique de régulation intégrée : cas de la forêt classée de Gonsé, commune rurale de Saaba ... Ezaï NANA.....	548
L'évolution des représentations diplomatiques du Burkina Faso à l'étranger (1960-2014) ... Salif KIENDREBEOGO.....	568
Médecine traditionnelle dans le soudan occidental et mutation médicale en occident chrétien au Moyen-Âge ... Konan Kouassi Parfait BORIS.....	598
Problématique de la participation des jeunes au Tchad... Tchago NDIKWÉ, Dieudonné VAÏDJIKÉ, Melissa WOUTENE	611



**Le retard académique à l'université de
Dédougou : analyse des déterminants et des
stratégies de résorption**

*Academic backwardness at the University of
Dédougou: analysis of determinants and strategies for
reducing it*

Koug-Nongom BONKOUNGOU
Université de Dédougou
Zouanso SOULAMA/COULIBALY
INSS/CNRST
Marcel ZERBO
Centre universitaire de Dori

Article disponible en ligne : <https://www.revuelestisons.bf>

Pour citer cet article

BONKOUNGOU Koug-Nongom, SOULAMA/COULIBALY
Zouanso, ZERBO Marcel, 2024, «Le retard académique à
l'université de Dédougou : analyse des déterminants et des stratégies
de résorption », *Revue LES TISONS/RISHS*, Numéro spécial 1,
janvier, p. 47-74.

Résumé : Les universités du Burkina Faso, surtout celles publiques, vivent de nos jours le problème du retard académique. L'Université de Dédougou (UDDG) n'est pas en reste. Ce retard cause, non seulement un chevauchement des années académiques, mais aussi affecte la qualité de l'offre de l'enseignement supérieur. L'objectif général de la recherche est d'analyser les déterminants du retard académique et les stratégies mises en place pour sa résorption à l'UDDG. La recherche documentaire et les enquêtes de terrain ont été les techniques déployées dans le cadre de la présente recherche. Elles révèlent que les facteurs explicatifs du retard académique à l'UDDG sont à la fois internes et externes. L'insuffisance des infrastructures et des enseignants permanents, les grèves des étudiants et le manque de don de soi chez certains acteurs du monde universitaire, expliquent en partie ce retard académique. Pour la normalisation des années académiques, des stratégies sont développées à l'UDDG, parmi lesquelles, l'amélioration de la gouvernance universitaire à travers le management participatif, le recours aux salles d'emprunts, l'alternance des cours au profit de différentes promotions, la poursuite de certaines activités pédagogiques pendant les congés et les vacances. Cependant, la mise en œuvre de ces stratégies se heurte à une faible mobilisation de l'ensemble des acteurs de la communauté universitaire.

Mots-clés : Gouvernance universitaire, Retard académique, Stratégies de résorption, Université de Dédougou

Abstract: Burkina Faso's universities, especially the public ones, are currently experiencing the problem of academic backlogs. The University of Dédougou (UDDG) is no exception. This backlog not only causes the academic years to overlap, but also affects the quality of the higher education on offer. The general objective of the research is to analyse the determinants of the academic backlog and the strategies put in place to reduce it at the UDDG. Documentary research and field surveys were the techniques used in this research. They reveal that the factors explaining the academic backwardness at the UDDG are both internal and external. The lack of infrastructure and permanent teaching staff, student strikes and a lack of self-sacrifice on the part of some university staff partly explain the academic backlog. To normalize the academic year, strategies have been developed at the UDDG, including improving university governance through participative management, the use of borrowed rooms, alternating courses for different classes, and the continuation of certain teaching activities during holidays and

holidays. However, the implementation of these strategies is hampered by a lack of commitment on the part of all members of the university community.

Keywords: *University governance, Academic backlog, Remedial strategies, University of Dédougou*

Introduction

Le Burkina Faso, pour se faire une place importante au niveau africain et mondial dans le domaine éducatif, a augmenté son offre de l'enseignement supérieur et se bat pour en assurer la qualité. L'université, en effet, doit être un moteur de croissance économique et de promotion du bien-être social pour les pays, notamment ceux en développement (J. Ki-Zerbo, 2010). Pourtant, des réformes post-indépendantistes pour la démocratisation de l'école, à travers l'engagement pour « l'éducation pour tous » au sortir des rencontres mondiales de Jomtien en 1990 et de Dakar en 2000, le Burkina Faso et ses partenaires au développement avaient plus mis l'accent sur l'enseignement de base (Z. Soré, 2015).

Ainsi, les différentes innovations pédagogiques (classes à doubles flux, classes multigrades, écoles satellites, écoles bilingues) sous le *dicktat* des institutions de Brettons Woods et les programmes décennaux que sont le Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB, 2009-2010) et le Programme de Développement Stratégique de l'Éducation de Base (PDSEB, 2011-2020), n'avaient véritablement pas intégré le volet « enseignement supérieur. » (K. Bonkougou, 2020). C'est ainsi que l'ouverture des centres universitaires et des universités dans les différentes régions du pays s'est faite tardivement et comporte de nombreuses difficultés. C'est le cas de l'université de Dédougou, qui commença comme Centre Universitaire Polytechnique (CUP) en 2012 et fut érigée en université en 2017. Il a fallu attendre le Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF, 2017-2023) pour que le développement de l'enseignement supérieur soit mentionné parmi les priorités nationales.

Toutefois, l'inscription de l'enseignement supérieur au titre des priorités, n'a pas empêché les universités du Burkina Faso, surtout celles publiques, de vivre de nos jours les retards académiques. L'ampleur de ces retards varie d'une université à une autre et au sein même d'une même université, d'une filière à une autre. Résorber les retards et normaliser les années académiques restent un défi majeur de l'enseignement supérieur au Burkina Faso, souligne A. Thiombiano, ministre de l'enseignement supérieur (LeFaso.net du 2 juin 2023). En effet, ces retards causent non seulement un chevauchement des années académiques, mais aussi affectent la qualité de l'offre éducative dans l'enseignement supérieur.

Les causes des retards académiques sont évoquées dans la littérature scientifique. S'appuyant sur l'exemple de la Tunisie, N. Bellabib (2012) estime que le régime Licence-Master-Doctorat (LMD) est à l'origine de tous les maux du système universitaire. Selon cet auteur, cette réforme néolibérale, conçue à Bologne en Europe en vue d'une harmonisation des programmes des institutions universitaires européennes, a été introduite de façon précipitée dans les universités africaines, comme un modèle à adopter sans les mesures conséquentes. Le système LMD est perçu comme une charrue avant les bœufs et serait même la première cause du retard académique (M. Doumbouya, 2021).

L'application de ce système depuis 2009 dans les universités du Burkina Faso, semble ne pas être opérante avec l'augmentation du nombre des modules à enseigner et à évaluer pour chaque semestre. Pour la fédération des syndicats nationaux des travailleurs de l'éducation et la recherche (F-SYN'THER) des universités publiques du Burkina Faso, c'est le non-respect des exigences du système LMD et l'absence de prévisions et de visions, qui créent les retards académiques dans les universités (in NetAfrique.net du 19 décembre 2017). La massification continue de l'enseignement supérieur et les grèves des étudiants sont une autre réalité qui joue sur le

déroulement normal des années académiques (Observateur paalga, 2019). À cela s'ajoute la gouvernance non vertueuse des universités qui limite l'engagement des acteurs pour la normalisation des années académiques (B. Salter & T. Tapper, 2002).

Pour faire face à ces retards et normaliser les années académiques au sein de chaque université du pays, des actions sont déployées par les acteurs à la base, l'État et ses partenaires. Le cas de l'UDDG mérite d'être questionné et examiné. Il s'agit pour nous, d'appréhender les facteurs explicatifs du retard académique et d'analyser les stratégies déployées par les différents acteurs pour sa résorption. Ainsi, cet article est structuré en trois parties, à savoir la démarche méthodologique, les résultats et la discussion.

I. Démarche théorique et méthodologique

1.1. Site de l'étude et approche théorique de la recherche

L'UDDG est un établissement public d'État à caractère scientifique, culturel et technique, chargé d'enseignement supérieur et de recherche. Elle a ouvert ses portes le 26 mars 2012 sous la dénomination de Centre Universitaire Polytechnique (CUP) de Dédougou et placée sous tutelle de l'Université Ouaga1 Pr Joseph Ki-Zerbo. C'est finalement le 30 décembre 2017, par décret N°2017/1307/PRES/PM/MINEFID/MESRSI, que ce CUP est érigé en Université et a retrouvé un statut autonome le 29 juin 2018. Avec au total 101 étudiants dont 85 garçons et 16 filles pour la première promotion de 2011-2012, l'UDDG comptait à la rentrée académique 2022-2023, plus de 7000 étudiants (Université de Dédougou, 2023).

En matière d'offre de formation, l'UDDG compte deux (02) unités de formation et de recherche (UFR) et deux (02) instituts. Il s'agit de l'UFR Lettres et Sciences Humaines (LSH), de l'UFR Sciences Appliquées et Technologiques (SAT), de l'Institut

Universitaire Professionnalisant (IUP) et de l'Institut des Sciences de l'Environnement et du Développement Rural (ISEDR). Ces établissements sont organisés en département, excepté l'IUP. L'UDDG dispose également de deux (2) sites, à savoir l'ancien site qui se trouve en ville et le nouveau site situé dans le village de Sourï à 12 km de Dédougou sur la route de Bobo-Dioulasso. L'UDDG compte également deux (02) salles d'emprunts que sont la salle polyvalente et l'amphithéâtre de l'Institut national de formation des personnels de l'éducation (INFPE). Ces salles ne sont pas fonctionnelles depuis la rentrée académique 2023-2024, en raison de l'insécurité qui sévit dans la zone.

Afin de saisir le phénomène du retard académique à l'UDDG à travers l'analyse de ses causes et des stratégies pour sa résorption, nous avons fait référence à la théorie interactionniste. M. Olson, (1978), un des tenants de cette théorie, place au centre de l'analyse, l'acteur social et la négociation permanente pour établir l'ordre social. Selon lui, la société est conçue à partir des interactions, la participation effective et la concertation entre les individus co-présents dans un système, qu'il désigne par « action collective ». S'inspirant de cette approche, notre analyse place les acteurs et leurs interactions au centre des stratégies pour le rattrapage du retard académique, et cela en réponse à ses causes. Des enquêtes ont donc été menées auprès des différents acteurs de l'UDDG.

1.2. Méthodes d'enquêtes et d'analyse des données

La méthode mobilisée pour la présente recherche est mixte. Elle allie la méthode quantitative à celle qualitative. En plus de la recherche documentaire, des enquêtes de terrain ont été réalisées pour saisir le phénomène du retard académique à l'UDDG.

La méthode quantitative nous a permis sur la base de statistiques et des graphiques de mesurer l'ampleur du phénomène étudié, d'établir des fréquences sur les causes du retard et les stratégies des acteurs. Elle a concerné trois cent-un (301) étudiants des différents

établissements de l'UDDG, choisis de façon aléatoire. Un questionnaire numérique, à l'aide de l'application Kobocollect, a permis l'obtention des données primaires auprès ce groupe enquêté. Le tableau1 présente le nombre d'étudiants enquêtés selon l'établissement fréquenté.

Tableau 1 : Répartition des étudiants enquêtés selon l'établissement

Établissement	Nombre		
	Filles	Garçons	Total
UFR/LSH	69	76	145
UFR/SAT	33	48	81
ISED	28	40	68
IUP	03	04	07
Total	133	168	301

Source : Enquête de terrain, mai-juillet 2023

L'approche qualitative a porté sur les représentations et les discours autochtones des acteurs sur le phénomène étudié (J.P. Olivier de Sardan, 2008), c'est-à-dire le retard académique. Le choix raisonné des acteurs, qui tient compte de la diversité de leurs profils et dans une perspective non probabiliste, a été privilégié pour la constitution de cet échantillon. Nous avons mené des entretiens-semi directifs avec vingt-huit (28) personnes occupant une fonction dans la chaîne universitaire. Ces personnes sont réparties dans le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2 : Répartition des personnes enquêtés dans le volet qualitatif selon le statut

Statut	Nombre		
	Femmes	Hommes	Total
Vice-Président de l'Université	00	01	01
Directeurs régionaux de l'enseignement supérieur	00	02	02
Directeurs centraux	00	02	02
Directeurs et Directeurs Adjoints des établissements	00	05	05
Chefs de départements	00	05	05
Chefs de scolarité	00	02	02
Secrétaires principaux des établissements	01	01	02
Délégués généraux des étudiants	02	02	04
Direction des études et de la planification	00	01	01
Responsables de syndicats d'enseignants	00	02	02
Responsables de syndicats d'étudiants	00	01	01
Cellule interne d'assurance qualité	00	01	01
Total	03	25	28

Source : Enquête de terrain, mai-juillet 2023

Pour les données qualitatives, l'analyse thématique des contenus a été privilégiée.

II. Résultats

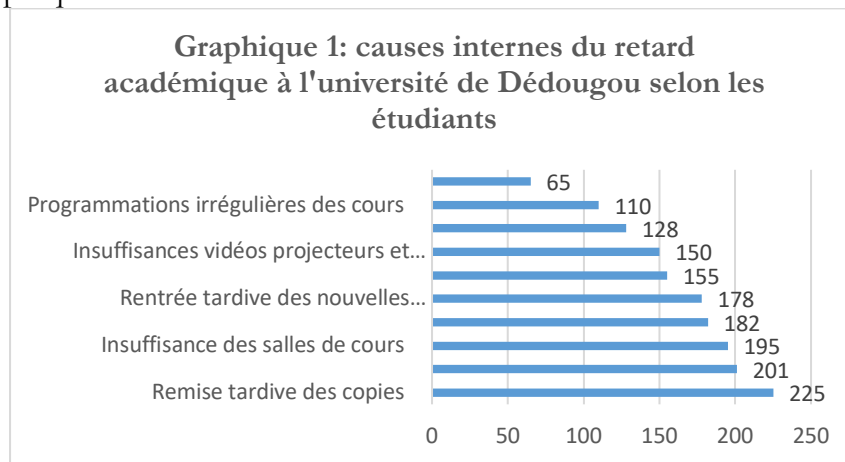
Les résultats de nos recherches portent sur les déterminants du retard académique, les stratégies déployées pour sa résorption et la gouvernance universitaire pour la normalisation des années académiques.

2.1. Les facteurs explicatifs du retard à l'université de Dédougou

Les causes du retard académique à l'UDDG selon les enquêtés sont aussi bien externes qu'internes.

2.1.1. Les facteurs internes

Les réponses des 301 étudiants enquêtés à propos des causes internes du retard académique à l'UDDG, sont présentées par le graphique1 ci-dessous :



Source : enquête de terrain, mi-juillet 2023

Au regard de ce graphique 1, pour les étudiants, les causes internes du retard académique à l'UDDG sont multiformes. Les

principales causes internes du retard selon ces derniers sont la remise tardive des copies (74,75%), les grèves des étudiants (66,77%), l'insuffisance des salles de cours (64,68%) et le retard dans les différentes délibérations (60,46%).

Les entrevues avec les autres acteurs de l'UDDG confirment ces réponses des étudiants. En effet, pour les délégués des étudiants, les enseignants, les premiers responsables des établissements, les personnels administratif, technique, ouvrier et service (ATOS) enquêtés, le retard académique est dû à la non-exécution correcte des obligations professionnelles par certains enseignants tels que les cours théoriques et les travaux pratiques (TP), la non remise des copies dans les délais. Concernant la responsabilité des étudiants, les entretiens font ressortir les mouvements de grèves et le refus de composer plus d'un devoir par jour dans certains départements, ce qui perturbe l'exécution des programmes.

L'insuffisance du matériel informatique, l'accès à l'internet très limité, le faible équipement des laboratoires et des bibliothèques sont d'autres difficultés évoquées par les enquêtés, qui affectent la progression dans les activités pédagogiques. Par ailleurs, la presque indisponibilité de certains matériels tels que les vidéos projecteurs, les matériaux techniques de communication orale, limite le bon déroulement des cours. Les propos d'enquêtés sur les causes internes du retard académique sont assez illustratifs :

De mon point de vue, la faute est aussi imputable à l'administration et aux enseignants. C'est souvent un manque de volonté pour minimiser le retard dans certains établissements. On ne peut pas comprendre qu'une classe de 19 étudiants fasse plus d'une année sans terminer un semestre. Ici c'est loin d'accuser les effectifs. Pire encore, la durée des délibérations varie entre un (01) à six (06) mois. Il faudrait vraiment un sacrifice et de la promptitude chez certains enseignants. (Un délégué de promotion)

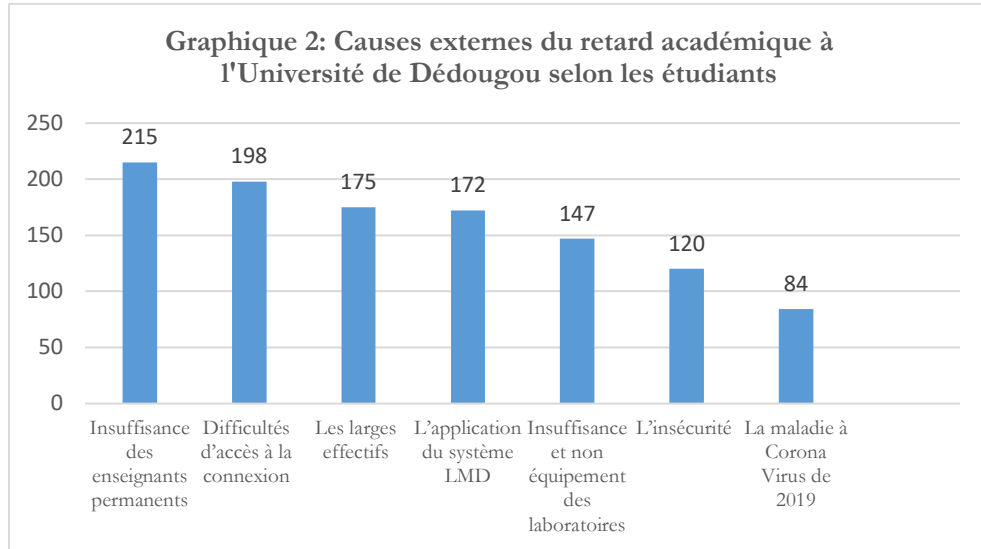
La responsabilité du retard académique incombe aux étudiants et s'explique par des grèves répétitives, le rejet de certaines décisions venant de l'administration. Dans certaines filières, les étudiants boycottent les cours de rattrapage et les évaluations. À la limite, ce sont eux qui veulent imposer leur rythme au personnel enseignant et administratif. Cela joue négativement sur l'évolution du calendrier académique. (Un enseignant-chercheur de l'université).

Ainsi, étudiants, enseignants, personnel administratif et ATOS s'accusent mutuellement, chacun indexant l'autre comme étant le responsable du retard académique. Pour certains enquêtés, ce sont surtout les insuffisances dans la communication et les concertations, l'insuffisance de motivation des acteurs, l'insuffisance des moyens matériels, infrastructurels et financiers qui freinent la normalisation des années académiques à l'UDDG.

2.1.2. Les facteurs externes

Plusieurs causes externes du retard académique sont ressorties dans les enquêtes auprès des acteurs à l'UDDG.

Le graphique 2 ci-après présente les réponses des étudiants sur ce point.



Source : enquête de terrain, mi-juillet 2023

Au regard de ce graphique 2, les principales causes externes du retard académique selon les étudiants enquêtés sont l'insuffisance des enseignants permanents (71,42%), le non accès à la connexion (65,78%), les larges effectifs (58,13%) et la mauvaise application du système LMD (57,14%).

Les causes externes du retard académique évoquées par les étudiants sont ressorties également dans l'enquête qualitative. L'insuffisance des enseignants permanents, l'insuffisance des salles de cours, les difficultés liées à la connexion, les larges effectifs et le non-respect des exigences du système LMD sont mentionnés par la majorité des enquêtés.

Certains ont souligné qu'à la rentrée académique 2019-2020, la maladie à coronavirus a entraîné la fermeture des établissements durant au moins trois (03) mois, laquelle fermeture joue sur la normalisation des années académiques. Il y a également l'insécurité qui ne permet pas la poursuite normale des activités pédagogiques

jusqu'à une certaine heure, notamment sur le site de Sourì. Quelques propos d'enquêtés sur les facteurs externes du retard académique sont les suivants :

Sur le site de Sourì, il n'y a qu'un seul bâtiment pédagogique pour toutes les filières. Alors que de plus en plus, nous avons un nombre élevé d'étudiants. Les salles ne suffisent pas. Nous sommes obligés par moment de suspendre les cours avec des promotions pour permettre à d'autres de composer leurs évaluations. Également, certaines filières surtout de l'UFR/SAT, font beaucoup de travaux pratiques en laboratoire. Or, l'université n'en dispose qu'un seul qui n'est d'ailleurs pas bien équipé. A cause de l'insécurité aussi, les cours ne peuvent pas aller au-delà de 17 heures. Tout cela contribue au retard académique. (Entretien avec un chef de département).

La promotion 2022 de Licence1 de lettres modernes compte un effectif d'environ deux mille cent (2100) étudiants et il n'y a pas d'amphithéâtre. La plus grande salle de l'université ne peut prendre que trois cent (300) étudiants. Là, ce n'est pas un problème des enseignants ni des étudiants. La faute est imputable à l'Etat et l'on se demande parfois si nos gouvernants qui clament que l'éducation est à la base du développement humain durable, au fond la prennent au sérieux. (Entretien avec un responsable de syndicat d'enseignant-chercheur).

De la synthèse des données de terrain, il ressort que les retards académiques de l'UDDG sont liés en partie à l'insuffisance d'infrastructures adéquates pour accueillir les étudiants dont les effectifs ne cessent de croître. L'insuffisance également des enseignants permanents rend difficile la normalisation des années académiques. Dans tous les établissements de l'université, il faut souvent compter sur les enseignants vacataires qui ne sont toujours pas disponibles et même déclinent les offres de cours avec la crise

sécuritaire. En effet, la situation sécuritaire du pays porte un gros coup au bon déroulement des activités pédagogiques.

L'UDDG reste exposée aux menaces des groupes armés terroristes. L'amphithéâtre de l'INFPE par exemple qui servait de salle de cours pour les promotions de Licence1 de sociologie et anthropologie, a été abandonnée en raison d'une attaque terroriste le 02 janvier 2023 au sein dudit établissement. Sur le site de Sour, les cours s'arrêtent généralement à dix-sept heures à cause de l'incertitude sécuritaire.

En dépit de cela, selon des enquêtés, le retard est presque inexistant dans les instituts de l'université de Dédougou que sont l'IUP et l'ISED. Les années académiques sont normales dans ces établissements. C'est ce que souligne le Directeur de l'IUP :

À l'IUP, pour l'année académique 2022-2023, nous avons commencé les cours en Licence 1 de Mathématiques et Economie Appliquée (MEA) et en Licence 1 en Agribusiness le 18 octobre 2022, et à la date du 31 juillet 2023, toutes les activités pédagogiques à savoir les cours, les devoirs, les délibérations de toutes les sessions, ont été réalisés dans les deux filières. Il restait la délibération des sessions de rattrapages du Semestre 2, mais avec l'engagement des enseignants, cette activité a été réalisée en fin août, alors que ces derniers étaient en vacances.

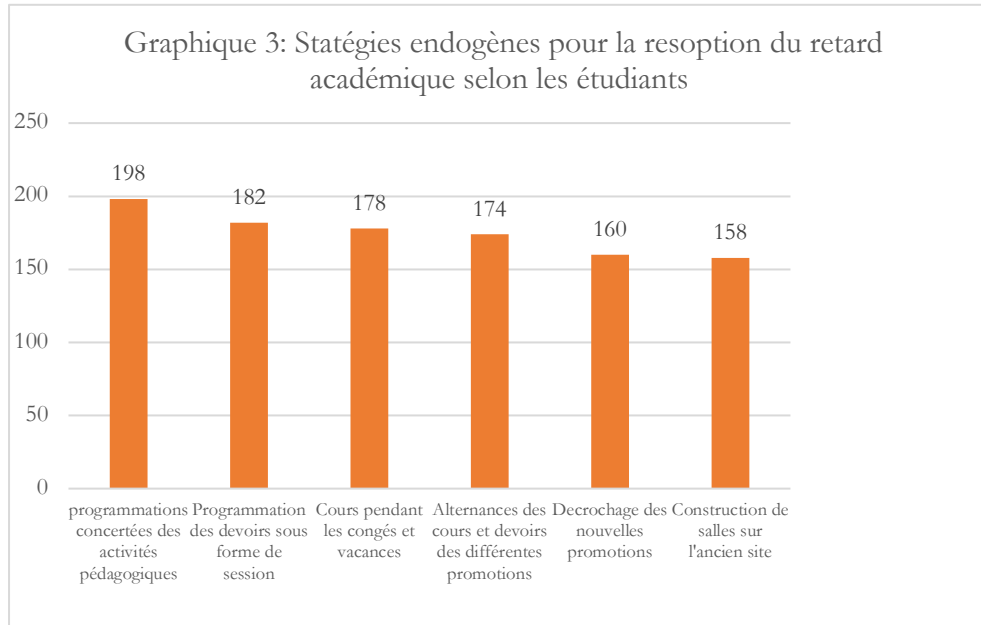
Ces propos confirment le fait qu'à l'UDDG, l'ampleur du retard varie d'un établissement à un autre, voire d'une filière à une autre. La plupart de nos enquêtés reconnaissent que le retard se fait sentir plus dans les départements de Sciences Biologies au niveau de l'UFR/SAT et de Lettres Modernes à l'UFR/LSH. Or, les conséquences du retard académique au sein des universités publiques sont multiples et affectent les parcours universitaires chez les étudiants. Comme le mentionne le Directeur régional des œuvres universitaires de la Boucle du Mouhoun, « le retard académique à l'université entraîne aussi un retard dans la fourniture des prestations

financières d'accompagnement aux étudiants, ce qui rend plus difficile les conditions de vie des étudiants et jouent sur les rendements universitaires ».

Le retard fait que généralement, certains étudiants ne remplissent pas les conditions pour renouveler leurs allocations. En outre, les établissements enregistrent à chaque année académique de nombreux abandons, car certains étudiants ne trouvent aucun intérêt à rester à l'université durant 4 à 5 ans pour une licence. En vue d'une normalisation des années académiques, des stratégies sont développées par les différents acteurs de la communauté universitaire.

2.2. Les Stratégies de résorption du retard académique à l'université de Dédougou

Les résultats du questionnaire administré aux étudiants font état des stratégies endogènes pour normaliser l'année académique, que nous avons présenté dans le graphique 3 suivant :



Source : enquête de terrain, mi-juillet 2023

Ainsi, selon les étudiants, la concertation dans le planning des activités (65,78%), l'administration groupée des devoirs sous forme de session (60,46%), les programmations des cours pendant les congés et les vacances (59,13%) ou en alternance (57,80%), sont des stratégies qui participent à la réduction du retard académique.

Au titre des stratégies déployées pour la normalisation des années académiques à l'UDDG, les données de l'enquête qualitative font ressortir le dialogue permanent entre acteurs de l'université, la communication sur les enjeux du retard et surtout la négociation entre les parties prenantes, comme le soutient un chef de département enquêté :

Les délégués à plusieurs reprises ont eu des échanges avec les responsables de l'établissement. Ils font des propositions pour essayer de réduire les retards. C'est ainsi que pour le compte de

l'année académique 2021-2022, dans le département de sociologie et d'anthropologie, des cours ont été programmés et effectués pendant les congés et les vacances. Cela a permis de réduire de manière significative le retard.

Mais les cours de vacances ne sont pas acceptés dans tous les établissements. C'est le cas de l'UFR/SAT. C'est ce que déplore le Directeur adjoint de l'établissement en ces termes : « Nos étudiants ont refusé carrément de faire des cours pendant les vacances et nous les avons laisser partir. Pourtant nous leur avons fait savoir qu'au lieu d'obtenir la licence en 6 ans, c'est mieux de se sacrifier pour le faire en 3 ans, c'est l'idéal et tu passes à autre chose ».

Dans certains départements, le démarrage des cours dès la rentrée avec les nouvelles promotions est l'une des formules trouvées pour rattraper le retard. Celles-ci prennent les cours sans attendre que leurs aînés directs terminent leur année académique. Mais ce décrochage n'est pas total. Les devoirs ne démarreront qu'après les résultats de la promotion antérieure, et sous forme de session, avec un minimum de deux devoirs par jour.

Par ailleurs, des infrastructures sont réalisées sur l'ancien site pour résoudre le problème de l'insuffisance des salles de cours, mais celles-ci ne peuvent prendre que les effectifs allant de 50 à 300 maximum. En outre, il ressort des entretiens que l'UDDG bénéficie de l'accompagnement de structures et partenaires telles que le contrat de performances (CDP) financé par la banque mondiale (BM). Pour le niveau central, avec le CDP, de nombreuses difficultés, notamment les l'insuffisance des salles de cours et le non-paiement des vacataires sont résolues ; ce qui contribue énormément à la résorption du retard académique. Toutefois, en ce qui concerne la qualité de la formation, avec les stratégies développées dans certains départements, certains acteurs restent sceptiques :

Il faut craindre aussi la course pour la résorption du retard sans la qualité. À la limite, il ne faut pas aller vite avec une

formation bâclée. Pédagogiquement, un module de 48 heures à 60 heures à rendre en une semaine, soit 8 à 10 heures par jour ne saurait être efficace. Aussi, en quoi finir les cours et programmer toutes les évaluations sous forme de session avec 12 évaluations par semaines, soit deux par jour du lundi au samedi, garantit-il une bonne formation des étudiants ? Est-ce qu'on se soucie de la qualité des enseignements et de la compétitivité des étudiants à leur sortie sur le marché de l'emploi ? Il faut réduire les retards académiques certes, mais tâchons à ne pas bâcler la formation, si le souhait des universités c'est vraiment de former des cadres compétents, créateurs et productifs, en un mot des agents de développement et non des "formés pour chômer. (Propos d'un responsable de syndicat des enseignants-chercheurs).

On dit souvent qu'on ne peut faire des omelettes sans casser des œufs, mais en vérité, certaines mesures n'arrangent pas tous les étudiants. Par exemple le démarrage des cours avec ceux qui ont validé les sessions normales sans attendre ceux qui sont en sessions de rattrapage. Les évaluations interviendront après les sessions certes mais, les mêmes étudiants donc ceux en difficultés, qui ne suivent pas les cours, c'est clair qu'ils ne pourront pas s'en sortir pour le niveau supérieur encore et le redoublement est presque évident. (Propos d'un Directeur adjoint d'établissement).

Ainsi, les acteurs doivent s'assurer de ne pas mettre en cause la qualité des enseignements et de la formation à l'université et cela, à travers une gouvernance universitaire vertueuse. Comment la gouvernance universitaire influence-t-elle la normalisation des années académiques ?

2.3. Gouvernance universitaire et normalisation des années académiques

La gouvernance universitaire influe sur la normalisation des années académiques. Elle est encadrée par un certain nombre d'outils qui orientent et règlementent les décisions et les initiatives endogènes. Tous les responsables administratifs enquêtés sont unanimes sur le fait que les rencontres statutaires tenues dans les établissements à savoir les conseils de département, les conseils de gestion et les conseils scientifiques accordent une place de choix au retard académique et contribuent à sa réduction. Au niveau central de l'université, ces outils sont principalement le Conseil d'Administration (CA) qui assure la haute responsabilité de l'administration de l'université et le Conseil de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU), qui se réunit au moins une fois par trimestre et délibère sur la définition de l'orientation générale et la vie de l'université. Un Chef de scolarité enquêté affirme :

La gouvernance est participative. Lors des différentes rencontres pour discuter de la vie de l'établissement, il y a des représentants des étudiants, du personnel ATOS, des enseignants, etc. Toutes les parties prenantes sont impliquées dans les prises de décisions. Il en est de même pour les rencontres au niveau central de l'université.

Pour certains enquêtés, la communication est très essentielle pour relever le défi de retard académique. Et c'est à juste titre que le Directeur de l'UFR/LSH mentionne :

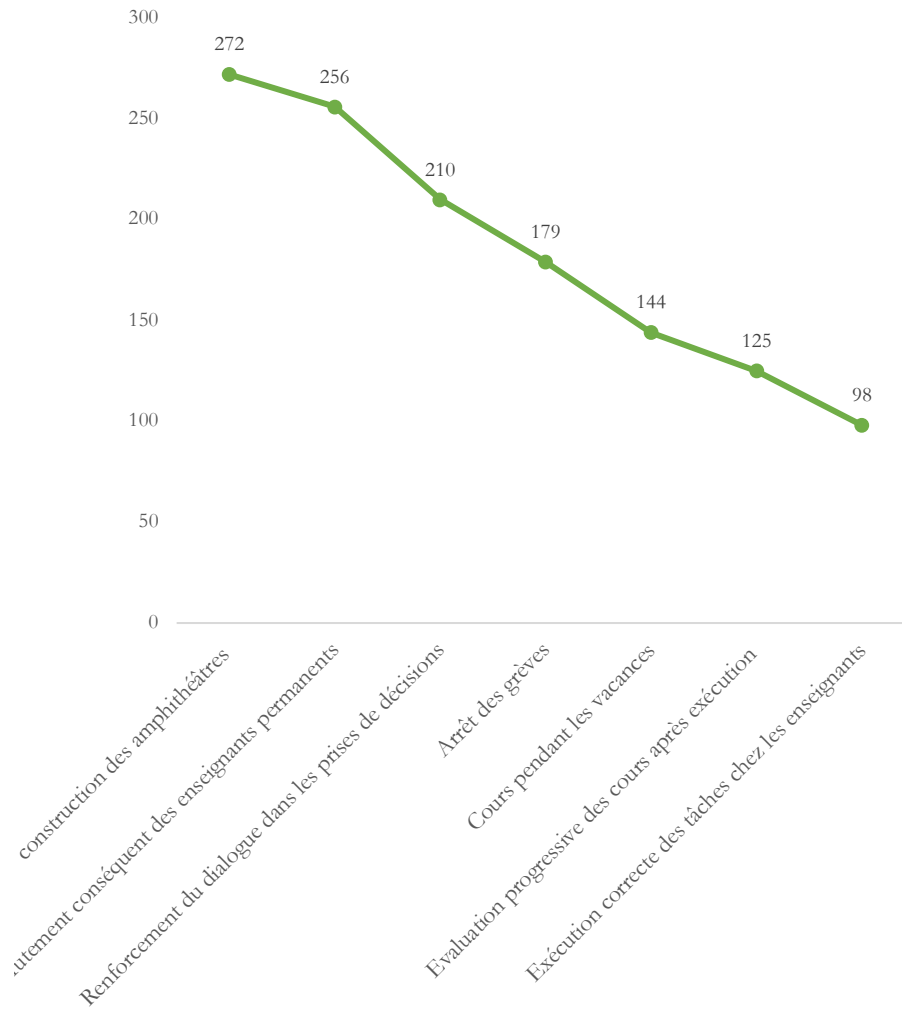
Comme innovation majeure dans le domaine de la communication, nous avons créé des groupes d'échanges WhatsApp avec tous les étudiants de toutes les promotions. Dans ces groupes, des versions numériques de cours, des travaux pratiques et des ouvrages spécifiques aux disciplines sont envoyés aux étudiants. Ainsi, les enseignants sont plus proches des étudiants et les interactions favorisent le dialogue et solidifient les acquisitions.

La gouvernance universitaire apparait ainsi, comme un élément central dans la normalisation des années académiques et partant, le rayonnement des universités. Des perspectives pour des années académiques normales à l'UDDG sont dégagées par les enquêtes.

2.4. Perspectives pour la résorption du retard académique

Les perspectives évoquées par les étudiants sont résumées dans le graphique 4 ci-dessous.

Graphique 4: Perspectives pour la normalisation des années
académiques selon les étudiants



Source : enquête de terrain, mi-juillet 2023

Au regard du graphique, pour les étudiants, le rattrapage des années académiques ne sera effectif que par la construction des amphithéâtres (90,36%), le recrutement d'enseignants permanents en nombre suffisant (85,04%), le renforcement du dialogue (69,76%), l'arrêt des grèves chez les étudiants (57,14%) et aussi l'exécution correcte des tâches chez les enseignants (32,55%).

Pour les enseignants, le personnel administratif et ATOS, les efforts doivent être multipliés dans la construction d'infrastructures pédagogiques et le règlement de la dette sociale, surtout le paiement des vacances et des heures supplémentaires dans de meilleurs délais. Le décrochage des nouvelles promotions et la réduction des effectifs des étudiants affectés annuellement à l'UDDG, sont aussi des options porteuses de la normalisation des années académiques. « L'université de Dédougou qui recevait près de 3000 étudiants les deux dernières années n'a reçu que 700 pour la rentrée académique 2023-2024 ». (Entretien avec le Directeur des études et de la planification).

Le recrutement des enseignants permanents et le maintien du dialogue sont également indispensables dans la dynamique de normalisation des années académiques. L'une des perspectives évoquées, et qui nourrit l'espoir des enseignants, est la correction automatique des copies sur des machines. En effet, les autorités universitaires sont entrain de vulgariser cette correction automatique, déjà expérimentée à l'université Thomas Sankara et dont les résultats sont concluants. Il ressort des entretiens que l'UDDG a acquis déjà deux de ces machines, mais pour des raisons techniques et pédagogiques, la correction automatique n'est pas encore effective.

Au demeurant, le renforcement des compétences pédagogiques des enseignants, l'outillage du personnel administratif en

compétences sur la gestion, la planification et le management dans la conduite des activités, sont selon des enquêtés, des pistes susceptibles de permettre le rattrapage du retard académique.

III. Discussion des résultats

3.1. Des causes des retards académiques

Les enquêtes de terrain à l'université de Dédougou confirment certaines causes du retard évoquées dans la littérature. Le retard académique est surtout imputable aux grèves des acteurs sociaux, à l'insuffisance des salles de cours, à l'obsolescence de la bibliothèque et des laboratoires, mais aussi, à la non-exécution correcte des obligations professionnelles chez certains enseignants. Les grèves répétitives des enseignants et des étudiants ne permettent pas de réaliser les programmes d'enseignement dans le temps imparti. De ce fait, les étudiants et les enseignants sont aussi comptables des retards académiques. C'est ce que souligne, A. Maïga, Ministre en charge de l'enseignement supérieur d'alors, à l'occasion de la rentrée académique des universités publiques du Burkina Faso (2021-2022) tenue à l'Université Thomas Sankara, en ces termes :

Y a des étudiants quand on veut faire, deux, trois examens dans la semaine, ils disent qu'on ne peut pas le faire. Vous voulez faire un seul examen, une seule évaluation. Si vous étalez, vous avez une dizaine de matières, donc dix semaines pour finir les devoirs d'un seul semestre. Le retard en ce moment c'est vous qui l'avez créé parce que vous refusez. [...]. Je dis également qu'il y a des enseignants qui créent les retards. Il y en a quelques-uns qui ont des copies des étudiants depuis six mois. Ils sont là et ils tournent avec. [...]. Avec de tels comportements il est impossible de rompre avec les retards académiques. Si on délibère à temps il n'y aura pas de retard. Donc chacun à sa part de responsabilité et chacun n'a pas à se regarder en face. (Revue juridique du Faso, 2021).

Par ailleurs, l'objectif majeur recherché à travers le système LMD, qui est l'augmentation de l'employabilité des diplômés avec des offres plus adaptées aux besoins de la société et au marché de l'emploi, semble utopique dans les universités du Burkina Faso, après une expérimentation de plus d'une décennie. Au contraire, l'université est régulièrement citée comme une institution de « fabrique de chômeurs ». Au fond, dans son application, le système LMD n'a pas été accompagné d'autres réformes, comme celles de la gouvernance et de l'assurance qualité. Or, à l'heure de la mondialisation et de l'économie du savoir, le système LMD doit être ajusté aux normes du marché international (N. Bellabib, 2012).

La discipline est aussi un facteur de vie et de progrès dans les établissements. Les grèves des étudiants et les comportements indécents à l'endroit de leurs enseignants sapent les efforts consentis pour rattraper les retards académiques.

3.2. Des stratégies de résorption du retard académique

La création de l'université virtuelle et le passage à la digitalisation sont des stratégies nouvelles pour rattraper les retards académiques. C'est ce que soutient A. Thiombiano, qui relate que des mesures gouvernementales sont prises pour rattraper les retards académiques, afin d'alléger les souffrances des étudiants, parmi lesquelles, l'affectation d'un grand nombre d'étudiants à l'université virtuelle pour diminuer les effectifs en présentiel, l'offre de la connexion internet aux universités avec l'interconnexion de la fibre optique, qui permettra aux étudiants d'avoir facilement accès aux ressources documentaires (MESRSI, 2023).

Pour booster l'enseignement à distance, le ministère a mis en place une opération de subvention d'ordinateurs au profit des étudiants. Pour l'année académique 2023-2024, 10.000 étudiants sont orientés à l'Université Virtuelle du Burkina Faso et plus de 15.000 ordinateurs seront disponibles. Toutefois, dans la mise en

œuvre de ces stratégies pour normaliser l'année académique, les acteurs doivent prendre en compte le souci de dispenser un enseignement de qualité au profit des étudiants.

3.3. De la gouvernance universitaire vertueuse pour la normalisation des années académiques

L'amélioration de la gouvernance universitaire apparaît comme une nécessité dans la dynamique de normalisation des années académiques. Selon B. Salter & T. Tapper (2002), la gouvernance est un moyen de réalisation des objectifs institutionnels et, dans une perspective idéaliste, elle devrait permettre à l'institution de répondre aux exigences de son environnement politique par l'autoréglementation de ses affaires internes.

D. Harrizi et R. Chroqui (2019), s'appuyant sur l'exemple de l'enseignement supérieur public au Maroc, placent la collaboration entre les acteurs de la communauté universitaire, comme condition essentielle d'une gouvernance vertueuse. Toutefois, ils ajoutent que l'autonomie, le financement, la qualité, l'innovation, les exigences de l'économie du savoir, sont tous des axes primordiaux dans la gouvernance universitaire. Ainsi, la netteté et la transparence dans les prises de décisions, la répartition claire des tâches et la reddition de comptes sont des indicateurs de bonne gouvernance universitaire.

La question de la gouvernance des universités s'annonce de ce fait comme l'un des grands défis dans l'enseignement supérieur, car, située au carrefour des approches managériales, politiques, économiques et sociales, elle revêt un caractère complexe et multidimensionnel (A. Mezhouda, 2018). Le management participatif axé sur la responsabilisation et la division des tâches apparaît de ce fait, comme un leitmotiv de la bonne gouvernance et par ricochet un indicateur de réduction des retards académiques.

Aussi, l'assurance qualité doit demeurer une des politiques à soutenir dans l'enseignement supérieur. Les universités publiques font également face à d'énormes difficultés, surtout financières

relatées par les enquêtés. L'augmentation des allocations budgétaires des universités en fonction de leurs besoins réels, devrait être une priorité au niveau des gouvernants.

La normalisation des années académiques passe alors par une mobilisation de tous les acteurs du monde universitaire, l'État et ses partenaires, et chacun doit jouer sa partition.

Conclusion

La présente étude a porté sur les facteurs explicatifs et les stratégies de résorption du retard académique à l'Université de Dédougou. L'objectif de cette recherche était de cerner les déterminants du retard académique et d'analyser les stratégies mises en place pour sa résorption à l'UDDG. L'enquête par questionnaire auprès des étudiants et les entrevues avec le personnel administratif et les enseignants, révèlent que les causes du retard académique sont à la fois internes et externes.

Les principales causes internes du retard académique à l'UDDG sont la remise tardive des copies, les grèves des étudiants, l'insuffisance des salles de cours et le retard dans les différentes délibérations. Celles externes concernent l'insuffisance des enseignants permanents, le problème de la connexion, les larges effectifs et la mauvaise application du système LMD.

Pour normaliser les années académiques, différentes actions sont menées à l'UDDG, notamment la construction de salle de cours, le dialogue et la concertation permanente entre les acteurs, le règlement de la dette sociale et les innovations dans la conduite des activités pédagogiques.

La gouvernance universitaire est perçue également chez les acteurs, comme un élément central dans la normalisation des années académiques. Cependant, l'opérationnalité de toutes ces stratégies pour la normalisation des années académiques, se heurte à une faible mobilisation de tous les acteurs de la communauté universitaire. La

poursuite de la sensibilisation à tous les niveaux d'intervention et l'application des textes qui régissent le fonctionnement des universités, nous semble donc, indispensable.

Bibliographie

BELHABIB Nejib, 2012, « Quelles Géostratégies pour l'enseignement supérieur en Tunisie ? » <https://www.leaders.com.tn/article/9257-> consulté le 12 juillet 2023.

BIENVENUE Moudjouri, 2022, « L'appropriation de la gouvernance universitaire en Afrique subsaharienne : les dynamiques de la mondialisation », *Revue Gouvernance / Governance Review*, 19(2), 51–76. <https://doi.org/10.7202/1094076ar>.

DOUMBOUYA Mamady, 2021, *Les universités publiques en Guinée à l'heure des réformes : le point de vue des acteurs locaux*, mémoire de maîtrise en sociologie, Université de Montréal.

HARRIZI Driss & CHROQUI Razane, 2019, « Gouvernance universitaire et modèles organisationnels : quels apports pour l'université Marocaine » in *Revue Organisation et Territoires* n°4, Septembre 2019.

KI-ZERBO Joseph, 2010. *Education et développement en Afrique : cinquante ans de réflexion et d'action*, Ouagadougou, Les Presses Africaines.

MEZHOUDA Abdelmalik, 2018, « La gouvernance de l'enseignement supérieur public : les apports des référentiels de l'assurance qualité - Etude comparative entre les référentiels de la CIQAES et de la NCAAA (Arabie Saoudite) » ; *Al Bashaer Economic Journal* ; Vol.4, n°3 December 2018 <https://www.asjp.cerist.dz/en/downArticle/196/4> ; consulté le 02 mai 2023.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEURE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION (MESRI), 2023,

« Retard académique dans les universités publiques du Burkina : le Pr Thiombiano répond aux questions des députés », <https://www.mesrsi.gov.bf/informations/actualites/details> consulté le 17 octobre 2023.

OBSERVATEUR PAALGA, 2019, « LMD, 10 ans après : le Tableau noir d'une expérimentation hasardeuse », <http://lobservebdelmaur.bf~paalga>, du 26 août 2019, consulté le 22/10/2023.

OLSON Mancur, 1978, *La logique de l'action collective*, Paris, PUF.

REVUE JURIDIQUE DU FASO, 2021, « Rentrée Académique 2021-2022 : Le ministre Alkassoum MAIGA crache ses vérités aux enseignants-chercheurs », mis en ligne le 16 octobre 2021, disponible sur <https://revuejuris.net>, consulté le 17 octobre 2023.

SALTER Brian & TAPPER Ted, 2002, The External Pressures on the Internal Governance of Universities. *Higher Education quarterly*, 56 (3), 245-246.

SORE Zakaria, 2015, *Massification scolaire, rapport au savoir et qualité de l'enseignement primaire dans la commune rurale Rambo (province du Yatenga, Burkina Faso)*, Thèse unique de doctorat de Sociologie, Université de Ouagadougou.

UNIVERSITE DE DEDOUGOU, 2023, *Annuaire statistiques de l'Université de Dédougou*, Direction des études et de la planification.

UNIVERSITE THOMAS SANKARA, 2021, *Plan stratégique de l'Université Thomas Sankara*, disponible sur www.uts.bf, consulté le 10/09/2023.